



lundi 3 juin 2019

Contre Macron et son « acte II », un nouvel acte des luttes

À peine les bureaux de vote bouclés, le gouvernement et les patrons reviennent aux choses sérieuses. Ces derniers qui, pour ne pas embarrasser le gouvernement, avaient repoussé de quelques semaines ou quelques mois les mauvaises nouvelles pour l'emploi, n'ont pas attendu 48 heures pour multiplier les annonces de fermetures de sites ou de suppressions massives de postes. Hugh Bailey – ancien conseiller de Macron à Bercy au moment de la cession d'Alstom à General Electric et devenu directeur de... General Electric France – a annoncé 1 044 suppressions de postes dans l'usine de Belfort. Une saignée qui, en dépit des dénégations de la direction, pourrait bien être le prélude à la fermeture du site. Le même jour, le repreneur de l'usine Whirpool d'Amiens, où Macron était venu parader avant l'élection présidentielle, a annoncé le redressement judiciaire de l'entreprise, faute d'activité.

Grouillots de service du patronat

On a aussitôt eu droit sur nos écrans de télévision à la visite de quelques sous-fifres ministériels venus nous servir les excuses bidon habituelles pour justifier les licenciements. Ce serait la conséquence inévitable de la nécessaire « *transition écologique* ». Le tout assorti de quelques mensonges, comme ceux de la sous-secrétaire d'État à l'Économie, qui promet un « *plan social exemplaire* » avec « *un maximum de reclassements* » pour l'usine de Belfort. Des licenciements exemplaires et un Pôle emploi aux petits soins, merci patron !

Quant aux salariés des entreprises déjà menacées de fermetures pure et simple comme Ascoval, Arjowiggins, les Fonderies du Poitou, on les promène depuis des mois avec d'interminables négociations en vue de trouver un « repreneur » qui, le plus souvent, s'avère être un simple sous-traitant en plan social des grands groupes...

Macron voudrait repartir à l'offensive

Du côté du gouvernement, pour lequel la pause des Européennes n'était qu'une mi-temps, on serait parti pour son « acte II ».

Ça commence par de violentes attaques contre les fonctionnaires et les salariés du secteur public : en route pour le plan de suppression de plus de 125 000 postes de fonctionnaires. Dans les hôpitaux, les centres postaux, les écoles ou à la SNCF, managers et cost-killers au service de l'État mènent l'offensive à coups de « réorganisations » constantes et d'augmentations continues de la charge de travail.

Des méthodes déjà subies dans les années 2000 par les salariés d'Orange, dont les dirigeants

comparaissent actuellement devant les tribunaux pour avoir provoqué, par leurs méthodes, la multiplication des arrêts-maladies, des dépressions, des burn out et des suicides.

Au programme aussi, la mise en route de la réforme des retraites qui, par son système dit « à points », obligera à reculer encore l'âge de départ et amputera le montant des pensions.

Cerise sur le gâteau, le prix de l'électricité vient d'augmenter de 5,9 % au 1^{er} juin. Face à la colère des Gilets jaunes, le gouvernement avait gelé cette hausse en janvier. Alors une nouvelle hausse (de 1 à 2 %) est prévue en août afin de permettre aux compagnies de récupérer les 6 mois de retard. De quoi réveiller tous les Gilets jaunes sur les ronds-points des départs en vacances !

Lui couper l'herbe sous le pied

Pour les mesures anti-ouvrières qu'il avait promises au patronat, Macron voulait déjà partir sur les chapeaux de roues dès le début de son mandat. Son élan a été sacrément perturbé par l'irruption de la colère des Gilets jaunes.

Outre ce mouvement, qui est loin d'être terminé, ce sont les grèves des personnels des urgences hospitalières qui se développent. Grèves aussi dans de nombreux bureaux de poste contre les restructurations. D'autres luttes ne vont pas manquer face aux nouvelles annonces de plans de licenciements ; elles auraient tout avantage à se coordonner. Voilà le départ de ce qui pourrait mettre en échec l'« acte II » du président des patrons.

Tous concernés par la fermeture

Nous, salariés de PSA sont dans l'incertitude avec la fermeture programmée de l'usine. Mais c'est aussi le cas des sous-traitants, qui ne savent pas sur quels sites ils iront travailler, quant aux intérimaires, ils voient leurs contrats renouvelés pour des périodes toujours plus courtes. Tous ensemble, nous pouvons exiger des réponses.

PSA et le foot : nous n'avons pas les mêmes valeurs

Le club de foot FC Sochaux est en difficulté, certains supporters en appellent au retour de Peugeot chez les investisseurs. PSA a répondu sur Europe 1 mercredi soir, par sa responsable des partenariats, Isabel Salas Mendez : « *Le football est un sport qui ne va pas avec nos valeurs. Il véhicule des valeurs populaires et nous on essaye de monter en gamme.* »

Ces propos en disent long sur ce que la direction pense des ouvriers, de PSA et d'ailleurs, qui fabriquent les voitures ou les achètent. Le mépris comme image de marque, ce n'est pas très porteur, ni pour les clients, ni pour les salariés que nous sommes : sans nous, pas de bagnoles !

Contre les noces pourpres qu'ils préparent

Les capitalistes des grandes familles automobiles Renault-Nissan et Fiat-Chrysler se marient. PSA éconduit pourra se consoler en draguant Jaguar. Le premier cadeau du mariage, ce sont les actions des deux groupes qui ont grimpé de 18 %. Et la progéniture, ce ne sera pas que de jolies petites voitures électriques. Ce seront également les profits qui résulteront des suppressions massives d'emplois à coups de restructurations et de suppressions d'emplois. Par-delà les frontières, les travailleurs français, italiens, américains ou japonais doivent se préparer à se défendre ensemble, de quelque côté qu'ils soient des Alpes ou de l'océan Pacifique !

Yannick Jadot au secours des pollueurs ?

Reçu sur France Info le lendemain des Européennes, Yannick Jadot se félicitait de l'alliance Renault-Fiat : pour produire « des voitures propres » disait-il. Une manière d'appeler les fonds publics au secours des constructeurs. Quand on sait combien des groupes comme Renault, PSA et tant d'autres ont trempé dans le Diesel Gate, avec des amis aussi complaisants envers les pollueurs, l'écologie n'a pas vraiment besoin d'ennemis.

Mais que fait la police ? Ça crève les yeux !

En pleine polémique sur les violences policières contre les Gilets jaunes, le secrétaire d'État à l'Intérieur et bras droit de Castaner, Laurent Nunez, a

déclaré ce dimanche : « ce n'est pas parce qu'une main a été arrachée, parce qu'un œil a été éborgné, que la violence est illégale ». Selon le ministère, 2 448 manifestants ont été blessés depuis le début du mouvement des Gilets jaunes.

Le gouvernement a choisi de réprimer les pauvres qui refusaient de payer pour les riches : tirs de Balles de Défense, grenades de désencerclement.

L'État et ses lois, avant tout au service de la bourgeoisie, montrent leur vrai visage. En d'autres temps, ces mêmes services tiraient à balles réelles sur des grévistes et des manifestants.

Il y a de l'électricité dans l'air

Les tarifs réglementés de l'électricité doivent augmenter de 5,9 % au 1er juin. En février dernier, au moment où la mobilisation des Gilets jaunes battait son plein, le gouvernement avait préféré différer la hausse devant la colère qui déferlait. Aujourd'hui, il s'estime sans doute à l'abri et reprend sa politique de réduction de notre pouvoir d'achat : car il n'est pas prévu que nos salaires augmentent de 6 % !

La conclusion à en tirer est simple : la contestation lancée par les Gilets jaunes doit continuer et faire contagion, il n'y a que ça qui peut coller la trouille au gouvernement !

Les dockers contre les ventes d'armes

Mardi 28 mai, les dockers de Marseille ont refusé de charger des armes sur un cargo en direction de l'Arabie Saoudite. Armes françaises qui sont utilisées dans la guerre au Yémen contre la rébellion houthis et qui ont déjà fait des dizaines de morts civils. Ces dockers ont raison de s'opposer la politique du gouvernement français de soutien aux dictateurs et massacreurs partout dans le monde.

Algérie : la rue obtient le report des élections

Au bout de 15 semaines consécutives de mobilisation contre l'armée qui s'accroche au pouvoir depuis la chute de Bouteflika, les manifestants ont obtenu l'annulation de l'élection présidentielle prévue le 4 juillet.

Pour les généraux, les élections devaient servir de nouveau tremplin pour placer l'un de leurs hommes de paille au pouvoir ; mais la détermination des jeunes et des travailleurs, qui étaient encore des milliers à manifester vendredi dernier, les a fait une nouvelle fois reculer.

Les dirigeants actuels ne valent pas mieux que ceux d'hier, et les Algériens ont bien raison d'exiger : « système dégage » !